



**Communiqué de presse
CPSD/279**

Quatrième Commission
18^{ème} séance – matin

**LA CRISE FINANCIERE DE L'UNRWA AU CENTRE DES
PREOCCUPATIONS
DE LA QUATRIEME COMMISSION**

Au débat de ce matin, de nombreuses voix se sont élevées pour demander que la crise financière que traverse l'UNRWA soit résolue pour lui permettre de mieux s'acquitter du mandat qui lui a été confié. En effet, il est indispensable que l'Office puisse poursuivre sa mission humanitaire tant que le problème des réfugiés palestiniens n'est pas définitivement réglé. Pour ce faire, a-t-on fait observer, il est essentiel que l'Office puisse poursuivre ses activités sans entrave et qu'Israël respecte ses engagements internationaux. Notant la détérioration des conditions dans lesquelles l'Office s'acquitte de ses activités, notamment dans les territoires palestiniens occupés en raison de l'édification du mur de séparation, des bouclages, couvres-feux et autres mesures restrictives imposées par Israël pour sa sécurité, les intervenants ont rendu un vibrant hommage à l'Office dont les activités sont, aux dires du représentant du Bahreïn, un élément stabilisateur dans la région. La crise financière que traverse l'Office a suscité les inquiétudes de la plupart des délégations qui se sont demandées comment l'UNRWA pourrait faire face aux besoins croissants de la population palestinienne sans disposer des moyens requis. Par conséquent, les représentants du Qatar, du Koweït et des Emirats arabes unis ont formulé l'espoir de voir l'appui témoigné à l'Office par les Etats Membres se concrétiser par des contributions financières accrues. Cette position a été largement partagée par la plupart des autres délégations pour permettre à l'UNRWA de dépasser ses problèmes financiers, à un moment où la situation humanitaire dans les territoires palestiniens s'est gravement détériorée.

Intervenant également ce matin, le représentant d'Israël a exhorté l'UNRWA à se limiter à son mandat humanitaire et à éviter toute politisation de ses activités. Se ralliant à la position exprimée par les délégations arabes selon laquelle le problème des réfugiés palestiniens est au cœur du processus de paix au Moyen-Orient, le représentant a toutefois exprimé un avis divergent à savoir que la solution à ce problème ne pourra être trouvée qu'à travers un processus politique entre les parties au conflit alors que les délégations arabes ont, elles, soutenu que cette solution doit être basée sur le droit au retour des réfugiés.

Les délégations suivantes ont pris la parole: Egypte, Tunisie, Suisse, Malaisie, Cuba, Oman, Qatar, Viet Nam, Indonésie, Japon, Turquie, Afrique du Sud, Maroc, Soudan, Norvège et Canada. Les Observateurs du Saint-Siège et de l'Organisation de la conférence islamique sont également intervenus. En outre, M. Peter Hansen, Commissaire général de l'UNRWA a fait des remarques de clôture. Les représentants d'Israël, de l'Autorité palestinienne, de la République arabe syrienne et du Liban ont exercé leurs droits de réponse.

La Quatrième Commission entamera l'examen du point relatif aux pratiques israéliennes le mercredi 5 novembre, à 10 heures.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Débat général

M. MOHAMED ABDELSATTAR M. ELBADRI (Egypte) a déclaré que le rapport de l'UNRWA apporte la preuve d'une détérioration notable des conditions de vie des Palestiniens dans les territoires occupés et que 60% d'entre eux vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté. Constatant d'autre part que le nombre de réfugiés palestiniens ne cesse de croître, le délégué a souligné que cela imposait un fardeau matériel supplémentaire à l'Office qui se doit de respecter ses engagements en dépit d'une crise financière attribuable à une baisse des contributions de certains pays au budget ordinaire. En dépit de ces circonstances difficiles, l'UNRWA a maintenu au mieux ses activités et ses programmes à l'intention des réfugiés palestiniens. L'Office a également pris des mesures importantes pour surmonter la crise économique dans les territoires occupés, en maintenant entre autres ses programmes de microfinancement et de micro-entreprise. Dénonçant le fait que les autorités d'occupation sont responsables de la mort de 2300 personnes depuis 2000, ainsi que de la destruction de centaines de maisons, le représentant a surtout mis l'accent sur les conséquences graves associées à la politique d'isolement de la population palestinienne dont la construction du mur de séparation représente une preuve flagrante. Il revient désormais à la communauté internationale d'obtenir l'arrêt de la construction de ce mur, a-t-il ajouté.

L'Egypte s'oppose en outre aux restrictions imposées par les forces d'occupation israéliennes aux activités de l'UNRWA. A titre d'exemple, le représentant a évoqué les bouclages, les restrictions de mouvements, imposées aux personnes et aux biens ainsi que la destruction de locaux et de matériel. Cela est d'autant plus grave que l'UNRWA représente la communauté internationale dans les territoires occupés palestiniens, a-t-il conclu.

M. KAIS KABTANI (Tunisie) a noté les besoins grandissants des réfugiés palestiniens et a insisté sur la nécessité de renforcer les services offerts par l'UNRWA à ces réfugiés. La Tunisie fait part de sa profonde inquiétude quant aux difficultés de financement auxquelles l'Office est confronté. La Tunisie appelle par conséquent les donateurs à renforcer leur soutien à l'UNRWA. Elle fait aussi part de

sa préoccupation particulière à l'égard des pratiques de la puissance occupante, Israël, pratiques qui sont contraires au droit international. M. Kabtani a rappelé les droits et privilèges dont bénéficiait l'UNRWA, et indiqué que leur respect était nécessaire au maintien d'une assistance appropriée aux réfugiés. Une solution juste et durable à la question palestinienne passe par la prise en compte des droits de tous les Palestiniens, y compris les réfugiés, a conclu M. Kabtani.

M. BENNO LAGGNER (Suisse) a déclaré que l'UNRWA traduit en actes concrets, au travers de ses activités, la solidarité de la communauté internationale en faveur des réfugiés palestiniens. Rappelant que l'Office avait été créé en réponse à une situation régionale unique, il a estimé que cet Office dépend de son contexte extérieur. La Suisse constate par conséquent avec effroi la détérioration des conditions socio-économiques dans le territoire palestinien occupé, en raison notamment des bouclages, des couvre-feux, des démolitions de propriétés, mais aussi de la construction du mur de sécurité dont les conséquences sont dramatiques sur les conditions de vie des réfugiés. La Suisse enjoint les Autorités israéliennes à respecter la Quatrième Convention de Genève, en particulier à garantir aux organisations humanitaires, dont l'UNRWA, de se rendre en toute sécurité et sans restrictions auprès des populations civiles dans le territoire occupé.

S'agissant du fonctionnement de l'Office dans ses actions d'urgence, la délégation suisse souhaite qu'une attention soutenue soit accordée au ciblage de ses programmes et à l'évaluation de ses performances en faveur des plus vulnérables, notamment par une collaboration renforcée avec ses partenaires du système onusien ainsi que par un dialogue constant et transparent avec d'autres acteurs humanitaires présents, tel que le CICR. En effet, la Suisse accorde une importance capitale à la coordination de l'aide humanitaire et se réjouit à cet égard du rôle actif de l'Office dans la préparation du plan d'action humanitaire dans les territoires occupés pour l'année 2004 qui doit être présenté d'ici la fin de l'année en cours. Elle salue par ailleurs les résultats encourageants, obtenus dans le processus de réforme interne de l'Office. Le délégué a également fait part de l'engagement continu de la Suisse aux opérations de l'Office, ce qui se traduit par ses contributions au budget ordinaire de l'UNRWA, ainsi qu'aux appels d'urgence. En conclusion, M. Daggner a indiqué que la Suisse était disposée à accueillir à Genève, en juin 2004, une conférence internationale à but humanitaire, centrée sur la situation des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette conférence poursuivra simultanément deux objectifs, à savoir, améliorer la connaissance du rôle et du mandat de l'UNRWA pour un plus large public, et soutenir les efforts de l'Office visant à mieux répondre aux besoins humanitaires des réfugiés palestiniens au Proche-Orient.

M. NGUYEN VAN BAO (République socialiste du Viet Nam) a noté qu'avec la détérioration de la situation dans la région, le travail de l'UNRWA était devenu d'autant plus important pour la communauté des réfugiés de Palestine. Le panorama offert par le rapport n'est pas encourageant, a indiqué M. Bao: le nombre des réfugiés a atteint les 4 millions, la population palestinienne a souffert d'importantes pertes en vies humaines, en plus des destructions matérielles et des incursions militaires dans les camps de réfugiés, le chômage a atteint les 30% et la construction du mur de séparation en Cisjordanie devrait encore appauvrir et isoler des milliers de familles de réfugiés. Ceci devrait constituer un formidable obstacle

pour la délivrance des services essentiels de l'Office aux réfugiés, en particulier ceux qui se trouvent dans les environs du mur, a déclaré M. Bao. Ce n'est pas seulement le travail de l'UNRWA qui est rendu plus difficile par la situation sur le terrain, la communauté internationale est, elle aussi, inquiète. Il est donc important de créer des conditions favorables pour que le travail de l'Office dans la région puisse se poursuivre. Cela suppose, entre autres, la relance du processus de paix au Proche-Orient, a conclu M. Bao.

M. RODNEY LOPEZ (Cuba) a regretté qu'à la lumière des développements récents, la voie de l'entendement et de la négociation soit semée d'obstacles au Moyen-Orient. La population palestinienne est plus que jamais victime d'une escalade de la violence à laquelle vient s'ajouter la construction du mur de séparation par les forces d'occupation, a-t-il poursuivi. Compte tenu de cette réalité la réalisation d'une paix juste et durable au Moyen-Orient reste une chimère, a regretté M. Lopez. Par conséquent, les nombreuses activités de la mission humanitaire de l'Office sont plus que jamais nécessaires, a-t-il poursuivi. A ce titre, la délégation cubaine s'inquiète de la crise financière que traverse l'Office, soulignant qu'il reste la seule institution représentant le soutien de la communauté internationale au peuple palestinien et devrait être doté des moyens nécessaires pour s'acquitter de son mandat. Elle espère que le Gouvernement israélien mettra fin aux pratiques qui entravent les travaux de l'Office et réaffirme son appui au mandat de l'Office.

M. MOHAMMED AL-RAWAHI (Oman) a félicité M. Hansen pour la qualité du rapport qu'il a présenté à la Quatrième Commission. Il a souligné à cet égard que la question traitée dans ce rapport était essentielle puisqu'elle touchait à la vie de plusieurs millions de personnes. Le nombre de réfugiés palestiniens ne reflète d'ailleurs pas le nombre total des réfugiés palestiniens dans la région, car beaucoup d'entre eux ne sont tout simplement pas inscrits sur les registres, a-t-il indiqué. Tous ont néanmoins droit à l'assistance de l'UNRWA. Par ailleurs, même si le rôle de l'UNRWA est strictement humanitaire, les questions politiques ne peuvent être ignorées par l'Office et celui-ci devrait mentionner dans ses rapports les causes profondes de la situation des réfugiés, a poursuivi M. Al-Rawahi. La résolution de l'Assemblée générale de 1948 demande le respect du droit au retour des réfugiés ou, le cas échéant, le droit à une compensation financière. Mais Israël s'y est farouchement opposé, a noté M. Al-Rawahi. Oman remercie les pays hôtes pour l'accueil qu'ils continuent d'offrir aux réfugiés de Palestine et demande à la communauté internationale de faire pression sur Israël pour qu'il cesse d'entraver le travail de l'UNRWA, a conclu M. Al-Rawahi.

M. FAISAL ABDULLA HAMAD A. AL-ATHBA (Qatar) a fait part de l'intention de son pays de poursuivre sa coopération avec l'UNRWA. Soulignant la crise humanitaire grave qui sévit dans les territoires palestiniens occupés, le représentant a réaffirmé le rôle et la mission de l'UNRWA qui, à son avis, est l'une des agences les plus efficaces des Nations Unies. Grâce à ses programmes éducatifs et de santé, l'Office contribue efficacement à améliorer le quotidien des réfugiés palestiniens, a-t-il affirmé. C'est la raison pour laquelle la délégation du Qatar estime qu'il est indispensable de poursuivre le soutien de l'UNRWA, sans quoi, le processus de paix lui-même serait compromis. Il a également lancé un appel aux donateurs pour demander instamment à la puissance occupante d'abandonner sa

politique d'expansion agressive et de revenir à la table de négociation. La question des réfugiés palestiniens est au cœur de la crise au Moyen-Orient et toute solution ne prévoyant pas le droit au retour de ces réfugiés ne saurait être acceptable. Aussi longtemps que la paix au Moyen-Orient n'est pas acquise, l'UNRWA doit poursuivre ses activités. La communauté internationale est tenue de fournir une base financière fiable à l'Office et faire pression sur les autorités israéliennes pour mettre fin à leur politique coercitive contre la population civile palestinienne, ce qui va à l'encontre du droit international humanitaire, a conclu le représentant.

M. MOHAMMAD NORDIN (Malaisie) a d'abord rendu hommage aux membres du personnel de l'UNRWA décédés dans l'exercice de leurs fonctions au cours de la période couverte par le rapport. L'Office soulage grandement les souffrances des réfugiés palestiniens dans la région, a noté M. Nordin. Il a par ailleurs souligné l'impact dévastateur des opérations militaires israéliennes et de la construction du mur de séparation en Cisjordanie. La Malaisie est préoccupée par les restrictions graves imposées à l'UNRWA ainsi que les dommages matériels subis par l'Office dans le territoire palestinien occupé, a déclaré M. Nordin, ajoutant que l'attitude d'Israël à l'égard de l'Office était inacceptable. Les forces de sécurité israéliennes doivent cesser leurs actions, qui causent des dégâts à grande échelle et sapent les efforts en vue d'une solution de paix durable au Proche Orient. Les livraisons des biens humanitaires ont été bloquées ou ralenties dans les zones où elles étaient les plus nécessaires, a poursuivi M. Nordin, et ces restrictions ont eu de effets psychologiques très graves sur la population, empêchant les Palestiniens du territoire occupé de gagner correctement leur vie. L'économie palestinienne a été étranglée et actuellement 60% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Israël ne peut justifier de tels actes en invoquant sa sécurité et doit au contraire coopérer avec l'UNRWA, a déclaré M. Nordin.

Concernant la situation financière de l'Office, M. Nordin a insisté sur le fait que les problèmes financiers de l'UNRWA devaient susciter chez les pays donateurs des efforts supplémentaires. La Malaisie apportera quant à elle son assistance à l'Office, au delà de l'aide bilatérale qu'elle offre déjà au peuple palestinien, a-t-il conclu.

M. YONATRI RILMANIA (Indonésie) a rendu hommage au travail de l'UNRWA qui, dans des conditions de plus en plus difficiles, n'a cessé d'apporter son appui aux réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le rapport de l'Office fait malheureusement état d'une situation encore plus tragique que par le passé, a constaté le délégué, soulignant que la détérioration de la situation touchait à la fois les domaines politique, économique et social et se concrétisait par une crise humanitaire grave dans le territoire palestinien occupé. Le rapport montre clairement la responsabilité israélienne dans l'édification du mur de séparation et des nombreux cessez-le-feu et bouclages dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, a-t-il poursuivi. Cependant, en dépit de la détérioration rapide des conditions de vie de la population palestinienne l'Office poursuit sans relâche sa mission, a-t-il poursuivi. A ce titre, il a demandé que les 12000 employés locaux de l'Office puissent bénéficier d'une prime de risque, compte tenu de la situation dangereuse dans laquelle ils s'acquittent de leur tâche.

M. MANSOUR AYYAD E. SH. A. AL-OTAIBI (Koweït) a déclaré que la question des réfugiés palestiniens était d'une importance capitale pour la région et que le travail de l'Office était à ce titre primordial jusqu'au règlement définitif de la question des réfugiés de Palestine. En dépit de ses difficultés financières, l'UNRWA doit renforcer son action sur le terrain, a affirmé M. Après avoir rendu hommage au travail de l'UNRWA, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, le représentant a par ailleurs rappelé que le Koweït contribuait à hauteur de 1,5 million de dollars au budget de l'Office, en plus de l'assistance offerte en matière d'infrastructure dans le territoire palestinien. Concernant les obstacles posés au travail de l'UNRWA dans ce territoire par Israël, M. Al-Otaibi les a jugés contraires aux conventions internationales. Il est inacceptable qu'Israël s'attaque aux bâtiments de l'Office, a-t-il déclaré, ajoutant que le Koweït rendait hommage aux fonctionnaires de l'UNRWA et demandait à ce qu'ils puissent bénéficier de tous les privilèges auxquels ils ont droit. M. Al-Otaibi a conclu en appelant Israël à s'engager en vue d'une mise en œuvre rapide de la Feuille de route pour le Proche-Orient.

M. FAISAL AL-ZAYANI (Bahreïn) a indiqué que le rapport de l'Office fait état des entraves rencontrées dans la mise en œuvre des activités de l'UNRWA à cause des restrictions et des agressions perpétrées par les forces d'occupation israéliennes. Fort de ce constat, il faut désormais trouver les moyens pour permettre à l'Office de surmonter ces obstacles et continuer à faire face aux besoins croissants de la population palestinienne, a-t-il poursuivi. S'associant à la préoccupation exprimée par le Comité consultatif de l'UNRWA au sujet de la crise humanitaire grave qui sévit dans le territoire palestinien occupé, le délégué a regretté que les Palestiniens soient de plus en plus livrés à eux-mêmes. Cette crise humanitaire est due à la poursuite de la politique agressive des forces israéliennes, a-t-il poursuivi. Désormais le territoire palestinien occupé est partagé en une cinquantaine d'enclaves et les libertés de mouvement des personnes et des biens sont extrêmement limitées. L'Office a également été victime des hostilités israéliennes, ce qui va à l'encontre de l'accord passé entre l'UNRWA et Israël ainsi que du droit international, a-t-il affirmé. Rendant hommage aux efforts incessants de l'UNRWA pour faire face à la situation, et notamment son programme d'aide d'urgence et son aide alimentaire, le délégué a regretté que l'Office connaisse toujours un déficit budgétaire qui entrave ses activités. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la bonne marche de l'Office. La délégation du Bahreïn espère que le soutien moral témoigné à l'égard de l'UNRWA par les délégations s'accompagnera de contributions concrètes à son budget.

M. KATSUHIKO TAKAHASHI (Japon) a déploré la poursuite du cycle de la violence au Proche Orient. Le gouvernement du Japon espère qu'Israël fera preuve de retenue pour calmer la situation et que l'Autorité palestinienne s'attaquera aux extrémistes. Cette situation a eu un impact dévastateur sur le travail de l'Office, a noté M. Takahashi, du fait de la construction du mur de séparation, mais aussi de toutes les restrictions aux mouvements du personnel de l'Office. Ces restrictions doivent être levées, a déclaré M. Takahashi. Le mur de séparation a aussi eu un effet négatif sur l'issue des négociations de paix et, en octobre, le Gouvernement du Japon a demandé une nouvelle fois à Israël d'interrompre sa construction.

Le Japon est l'un des principaux bailleurs de fonds de l'UNRWA et attache une grande importance à ses activités, a poursuivi M. TaKahashi, en annonçant une contribution financière de près de 6 millions de dollars pour l'année 2003. Le Japon attache aussi une grande importance à la façon dont l'UNRWA est gérée et demande à l'Office d'améliorer encore la gestion de ses opérations, a ajouté M. TaKahashi. Par ailleurs, le Japon juge méritoire l'initiative des Etats-Unis destinée à rationaliser l'ensemble des résolutions relatives à l'UNRWA et souhaite contribuer activement à cette initiative, a conclu M. TaKahashi.

M. SALIM Al-DHANHANI (Emirats arabes unis) a déclaré que, en dépit du fait que le problème des réfugiés palestiniens remonte à plus de cinquante ans, les rapports de l'UNRWA reflètent encore une situation humanitaire et sociale difficile dans le territoire palestinien occupé. Cette situation est d'autant plus grave qu'une politique hostile et violente a été suivie par les autorités israéliennes au cours des trois dernières années. Cette politique marquée par des exécutions extrajudiciaires, des restrictions de mouvement, la destruction de maisons et d'infrastructures ainsi que par la construction du mur de séparation s'est traduit par une crise humanitaire sans précédent dans le territoire palestinien occupé, a affirmé le représentant. Soulignant que le personnel de l'UNRWA est lui aussi victime des hostilités israéliennes, il a dénoncé cette attitude qui vise à empêcher l'Office de mener à bien sa mission, ce qui est contraire au droit international. Le représentant a saisi cette occasion pour réaffirmer que le problème des réfugiés palestiniens fait intégralement partie de la cause palestinienne et que toute solution passe par le droit de retour de ces réfugiés. Par ailleurs, la délégation des Emirats arabes unis salue le travail remarquable de l'UNRWA et reste préoccupée par la crise financière qu'il traverse et qui affecte directement la qualité des services fournis aux réfugiés palestiniens. Elle s'engage à renouveler son appui financier et moral à l'UNRWA et invite toutes les délégations à en faire de même.

M. MURAT KARAGÖZ (Turquie) a indiqué que son pays suivait avec beaucoup d'inquiétude la dégradation de la situation au Proche Orient, en Iraq comme en Palestine. La Turquie reconnaît à Israël ses droits légitimes à la sécurité de son peuple et dénonce avec force les attaques terroristes dirigées contre des civils innocents, qu'elle considère « moralement répugnantes » et « inacceptables ». Néanmoins, la Turquie partage aussi la frustration exprimée par M. Hansen dans son rapport, a poursuivi M. Karagöz.

L'Office est en effet une composante indispensable de l'aide aux réfugiés de Palestine. Tout en réitérant le soutien de son gouvernement au travail de l'UNRWA, il a noté avec inquiétude la nette dégradation des conditions de vie des Palestiniens et s'est dit convaincu, que dans ces circonstances, le travail de l'Office devait être facilité. Cependant, le financement de l'Office n'est pas à la hauteur de ces défis, a poursuivi M. Karagöz. La Turquie est préoccupée par la réponse de la communauté internationale aux appels d'urgence de l'UNRWA. La Turquie rappelle qu'il faut tout faire pour appliquer les recommandations du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, présidé par la Turquie. Le paiement de salaires adéquats pour le personnel de l'Office sur le terrain est aussi déterminant pour permettre d'assurer la continuité de services de qualité par l'Office. M. Karagöz a conclu en indiquant que son pays était prêt à contribuer aux efforts proposés par les Etats-Unis

et la délégation de Palestine en vue d'une rationalisation du travail de la Commission sur l'UNRWA et d'une réduction du nombre de résolutions prévues sur la question.

M. LINDA MASO (Afrique du Sud) a fait part de ses inquiétudes relatives à la crise humanitaire grave dont sont victimes les réfugiés palestiniens au Proche-Orient et en particulier dans le territoire palestinien occupé. La délégation sud africaine rend hommage aux travaux de l'UNRWA qui, en dépit de conditions difficiles, ne cesse d'apporter l'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens. A cet égard, elle demeure profondément préoccupée par la persistance de la crise financière de l'UNRWA, et réaffirme son engagement à appuyer l'Office dans la limite de ses moyens.

Soulignant qu'il est impossible de dissocier la situation des réfugiés palestiniens de celle du Moyen-Orient, le représentant a affirmé qu'elle avait un effet direct sur la situation humanitaire dans les territoires occupés, et sur toute perspective de paix. A son sens, les multiples agressions et restrictions imposées par les autorités israéliennes sont comparables à une punition collective de la population civile palestinienne, ce qui ne fait qu'encourager les actes de révolte. A ce titre, il a affirmé que la construction du mur de séparation est illégale et constitue une tentative d'annexion de fait de terres palestiniennes.

Mme SAADIA EL ALAOUI (Maroc) a estimé qu'Israël est responsable de la dégradation de la situation dans la région. Mme El Aloui s'est élevée contre la construction du mur de séparation, qui s'ajoute à l'occupation des villes et villages palestiniens. Ces actes rendent plus complexe le travail de l'UNRWA, notamment à cause des restrictions imposées à la liberté de mouvement de son personnel. Concernant la situation financière de l'Office, Mme El Aloui a, en outre, demandé aux pays donateurs de renforcer leurs contributions, notant que M. Hansen avait aussi souligné la diminution du soutien de la communauté internationale aux appels d'urgence. L'UNRWA doit être considérée au contraire, comme l'illustration des efforts de la communauté internationale dans la région, et le Maroc soutient ses efforts, tout en renouvelant l'espoir que la Feuille de route pourra être mise en œuvre, a conclu Mme El Aloui.

M. ABDUL RAHMAN MOHAMMED RAHMATALLA (Soudan) a salué les efforts de l'UNRWA pour faire face aux difficultés croissantes des réfugiés de Palestine au Proche-Orient. Le mur de séparation ainsi que les politiques d'agression et d'appauvrissement de la population palestinienne ont en effet provoqué une crise humanitaire grave dans le territoire palestinien occupé, a souligné le délégué. Compte tenu du fait que l'UNRWA représente le soutien de la communauté internationale au peuple palestinien, le représentant a lancé un appel pour qu'elle apporte aide et assistance, à travers les activités de l'Office, à la population palestinienne. Rappelant le droit des réfugiés au retour sur leur terre, le délégué a estimé qu'il n'y avait pas d'espoir de paix tant qu'Israël ne reconnaissait pas ce droit et mettait fin au cercle de la violence et de la contre-violence.

M. HANS JACOB FRYDELUND (Norvège) a lui aussi déploré le retour du cycle de la violence au Proche Orient et a regretté l'utilisation de la force par l'armée israélienne dans les territoires occupés. Il a souligné que la recherche d'une solution

politique viable devait être favorisée et que la communauté internationale devait rester dans la région, pour y contribuer par l'intermédiaire de l'UNRWA. L'Office doit disposer des ressources nécessaires pour offrir une assistance à ceux qui en ont le plus besoin, a déclaré M. Frydelund. C'est pourquoi la Norvège s'inquiète du manque de réponse des Etats aux appels d'urgence de l'Office, qui doit disposer d'une base financière solide pour assurer la poursuite de ses activités. M. Hansen et son équipe ont réussi à poursuivre leur travail malgré les entraves, a noté M. Frydelund, indiquant que sa délégation demandait une fois de plus au Gouvernement israélien de respecter les droits et privilèges de l'UNRWA. M. Frydelund a par ailleurs indiqué que son pays avait contribué au budget ordinaire de l'Office à hauteur de 14 millions de dollars pour l'année 2004. En 2003, elle a par ailleurs répondu aux appels d'urgence de l'UNRWA à hauteur de 3 millions de dollars. M. Frydelund a conclu en soulignant l'importance pour les pays donateurs d'honorer leurs engagements dans des délais raisonnables, de manière que l'UNRWA puisse remplir le mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. ARYE MEKEL (Israël) a réaffirmé l'importance morale que le Gouvernement israélien attache aux activités de l'UNRWA, et a affirmé qu'il était déterminé à faciliter les activités humanitaires de l'Office. Il a également souligné que la question des réfugiés palestiniens est au cœur du processus de paix au Moyen-Orient, et que seul un processus politique mené directement entre les parties pourra résoudre ce problème. En ce qui concerne la responsabilité des Nations Unies, il a déclaré qu'il s'agissait d'une responsabilité humanitaire dont elles s'acquittaient à travers l'UNRWA. M. Mekel a dénoncé la politisation croissante de l'Office, citant à titre d'exemple le contenu de ses rapports et certains commentaires du Commissaire général qui traduisent, à son avis, un parti pris flagrant pour la partie palestinienne. Il a notamment accusé M. Hansen d'avoir indirectement légitimé les actes de terrorisme dans le but de promouvoir les objectifs politiques palestiniens. Affirmant que la pauvreté n'est pas à l'origine du terrorisme, mais une excuse pour le justifier, M. Mekel a estimé qu'il est incompréhensible qu'un haut responsable des Nations Unies puisse faire des remarques de cette nature, alors même que le monde est mobilisé dans la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, M. Mekel a déclaré que les réfugiés palestiniens sont les seuls à avoir reçu un traitement similaire par la communauté internationale. En dépit des contributions importantes à l'UNRWA en termes de temps et d'argent, les statistiques démontrent qu'il n'y a pas eu d'amélioration dans la situation des réfugiés palestiniens. M. Mekel a estimé que la raison en est politique, et s'explique par la volonté marquée des Etats arabes de perpétuer ce conflit. Le fait que l'UNRWA soutienne une telle attitude est contraire à son mandat humanitaire, a soutenu M. Mekel. Alors que les employés du Haut Commissariat aux réfugiés essaient de trouver des solutions aux problèmes des populations dont ils sont en charge, l'UNRWA aide les réfugiés palestiniens de la naissance à la mort, et ne parvient pas à trouver de solution constructive pour les faire sortir de leur statut de réfugiés, a-t-il ajouté.

Il a poursuivi en dénonçant les actes de terrorisme perpétrés par la partie palestinienne, y compris le fait que les facilités de l'UNRWA ont été utilisées à cette

fin. M. Mekel a également accusé certains collaborateurs locaux de l'UNRWA d'aider les terroristes à trouver refuge dans les locaux de l'Office, mettant ainsi la vie des autres employés en danger. Dans ce contexte, il a cité des cas où des employés de l'UNRWA étaient directement impliqués dans des activités terroristes. Indépendamment de cela, les forces de sécurité israéliennes ont essayé de faciliter l'aide humanitaire, a-t-il poursuivi. Saisissant cette occasion pour demander à l'UNRWA de ne pas ignorer ces faits, et d'en informer les parties concernées aux Nations Unies, y compris les représentants de l'Autorité palestinienne, M. Mekel a également sommé l'Office de prendre des mesures concrètes pour y remédier, en soumettant son personnel à un examen plus poussé pour s'assurer qu'il n'a pas de liens avec des organisations terroristes. A cet égard, il a déclaré que les Nations Unies ne devaient pas partir du principe qu'elles avaient un statut particulier à l'abri du terrorisme, que ce soit à Bagdad ou à Gaza.

Enfin, M. Mekel a pris note du rapport de l'UNRWA et a affirmé que son gouvernement l'étudiait avec intérêt en vue de trouver des moyens pour renforcer sa coopération avec l'Office. A ce titre, il a affirmé que le dialogue n'avait jamais été aussi soutenu entre l'UNRWA et les autorités israéliennes que depuis le début de l'escalade de la violence. Il se poursuit sur les plans politique, humanitaire, militaire et diplomatique, a-t-il poursuivi. Tout en admettant qu'il existe des divergences de vue, M. Mekel a cependant souligné que toute solution pragmatique aux problèmes sur le terrain ne peut être trouvée que par la coopération. Faisant part du mécontentement de son gouvernement dû au fait que le rapport de l'UNRWA n'avait pas mentionné les remarques faites par la partie israélienne, il a fait circuler cette réponse d'Israël à l'Office dans la salle. Il a également regretté que ce rapport ne fasse nullement état de la situation sécuritaire en Israël et de son droit à l'autodéfense.

En conclusion, M. Mekel a salué le fait qu'un projet de résolution consolidé sera présenté en remplacement des nombreuses résolutions portant sur l'UNRWA, ce qui témoigne, à son avis, de l'efficacité croissante des travaux de la Commission. Il espère qu'avec la suppression des éléments politiques négatifs compris dans le texte, Israël pourra se joindre au consensus sur ce projet de résolution.

Mme DEBRA PRICE (Canada) a déploré la rapide dégradation de la situation dans les zones d'opérations de l'UNRWA, ainsi que les restrictions imposées au travail de l'Office. Elle a rappelé que le Canada avait demandé à Israël de respecter ses engagements internationaux, en particulier dans le domaine du droit humanitaire. Elle a en outre dénoncé avec force les attentats-suicides et a souhaité que Palestiniens et Israéliens puissent vivre côte à côte dans deux Etats séparés. Elle a, par ailleurs, indiqué que le Canada contribuait à hauteur de 2 millions de dollars canadiens par an au budget ordinaire de l'UNRWA et de 5 millions en réponse aux appels d'urgence de l'Office.

M. CELESTINO MIGLIORE (Saint-Siège) a rappelé la présence de plusieurs missions catholiques sur le terrain, notamment celle de la Mission pontificale pour la Palestine, présente dans la région depuis 1949. Il a aussi souligné les difficultés de ces diverses missions à effectuer leur travail, en particulier depuis le récent échec du

cessez-le-feu. Toutes les parties concernées doivent réaliser que l'occupation des territoires et les attaques terroristes représentent une spirale sans fin de la violence, a poursuivi M. Migliore. Alors que les négociations sont à la croisée des chemins, il faut aider ceux pour qui la violence est devenue la norme, a-t-il indiqué. La Mission pontificale pour la Palestine utilise son assistance financière et morale pour tenter de contrecarrer les effets dévastateurs du chômage dans la région, en particulier dans le domaine de l'éducation. La vie sur place doit se poursuivre et le processus politique aller de l'avant, a-t-il encore indiqué, ajoutant qu'une solution pour la région tout entière devait aussi prévoir des dispositions concernant la ville de Jérusalem pour que soit garantie la liberté de culte.

M. YUSSEF KANAAN (Organisation de la conférence islamique) a insisté sur les dégâts occasionnés par les actions que les forces de sécurité d'Israël effectuent dans les territoires palestiniens occupés. Il a rappelé les démolitions d'habitations qui ont lieu lors de la dernière incursion israélienne dans le camp de Rafah, laissant quelque 1 300 nouveaux Palestiniens sans abris, ce qui porte le nombre total des sans abris de ce camp à plus de 7 000. Le mur de séparation est un autre exemple des difficultés rencontrées par la population palestinienne et en particulier par les réfugiés palestiniens, a déclaré M. Kanaan. Par ailleurs, la communauté internationale doit continuer à aider l'Office en contribuant à son budget et en faisant pression sur Israël pour qu'il n'entrave plus l'Office à faire son travail et lui permette de poursuivre ses activités dans les meilleures conditions possibles. A diverses reprises, l'Organisation de la Conférence islamique a réaffirmé le rôle fondamental de l'UNRWA aussi longtemps qu'une solution définitive au problème des réfugiés au Proche-Orient n'aura pas été trouvée. Le représentant a enjoint la communauté internationale d'insister auprès des dirigeants d'Israël pour qu'ils réintègrent leur place à la table des négociations.

Dans ces remarques de clôture, M. PETER HANSEN, Commissaire général de l'UNRWA, s'est félicité du fait que la plupart des intervenants avaient reconnu les difficultés rencontrées par l'Office dans l'accomplissement de sa mission. Répondant aux remarques du représentant d'Israël, M. Hansen a invité les représentants à se reporter aux déclarations qu'il avait faites à la presse; ainsi pourront-ils se faire une opinion indépendante de la position qui est la sienne. M. Hansen a expliqué que les chiffres avancés dans l'intervention israélienne ne sont pas exacts. Quant aux remarques relatives aux activités terroristes du personnel de l'UNRWA, M. Hansen a souligné que si sur les 12 000 personnes employées localement, il y avait trois plaintes officielles d'Israël, cela devrait être considéré comme des cas isolés. Répondant à la question de savoir pourquoi les remarques israéliennes ne figuraient pas dans le rapport de l'Office, M. Hansen a expliqué qu'il y avait une date butoir pour pouvoir les inclure dans le rapport à présenter au Siège de New York, dans les délais.

Reprenant la parole, le délégué d'Israël a estimé que M. Hansen n'aurait pas eu à s'expliquer ici s'il avait évité de faire les déclarations qu'il a faites. Il a également souligné que le mandat du Commissaire général ne l'autorise pas à écrire des éditoriaux anti-israéliens. Par ailleurs, pour ce qui est du nombre d'employés de l'UNRWA accusés par Israël d'activités terroristes, M. Mekel a souligné qu'il suffisait d'un seul terroriste pour provoquer la mort de nombreuses personnes. Il a

également rappelé que le rapport de l'Office avait été présenté en août aux autorités israéliennes qui n'avaient pas eu le temps de répondre dans les délais. Il a réaffirmé que l'UNRWA devait se limiter à des activités humanitaires et ne pas faire de journalisme.

Droits de réponse

L'Observateur permanent de la Palestine a jugé scandaleuses les attaques d'Israël contre M. Hansen. Tous les Etats Membres des Nations Unies doivent faire preuve de respect à l'égard de l'Office et de son Commissaire général. M. Hansen a fait son travail avec dignité et ses commentaires à la presse ne font que refléter la situation sur le terrain. L'Observateur a en outre dénoncé le fait que les forces d'occupation prennent position dans des installations de l'UNRWA comme une « exploitation » des structures de l'UNRWA et une violation des textes internationaux par Israël. Il est par ailleurs évident que l'Office a dû faire face à d'immenses difficultés à cause des actes d'Israël, a poursuivi l'Observateur, condamnant les attentats-suicides commis par les Palestiniens et soulignant qu'ils étaient une conséquence de l'occupation par Israël des territoires. L'Observateur a déclaré que le mandat de l'UNRWA était d'offrir une assistance humanitaire et pas de faire la police ni de trouver une solution politique au conflit israélo-palestinien, a-t-elle conclu.

Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que la déclaration d'Israël relevait du mensonge, un mensonge qui, a-t-il précisé dure depuis 55 ans. Il a réitéré son soutien au travail de M. Hansen.

Le représentant du Liban a réitéré son soutien à M. Hansen et a regretté qu'Israël s'attaque ainsi à son travail. Il a aussi rappelé les propos du Ministre israélien des affaires étrangères devant l'Assemblée générale, qui avait affirmé que les résolutions sur la situation palestinienne n'avaient aucun intérêt.

* * * * *